

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

36e Sommet des l'UA : Ali Bongo pour le renforcement des mécanismes de paix et de sécurité

DE nombreux chefs d'État et de gouvernement ont pris part le week-end dernier au sommet de l'Union africaine, à Addis Abeba, en Éthiopie. Si le point d'orgue était l'accélération de la Zone de libre-échange continentale (Zlecaf), la paix et la sécurité en Afrique figuraient en première ligne des discussions des participants au conclave. De ce fait, le président de la République a interpellé les dirigeants africains sur la menace croissante de l'insécurité face à laquelle des réponses concrètes doivent être trouvées.

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

LE 36e Sommet le week-end écoulé à Addis Abeba en Éthiopie, des chefs d'État et de gouvernement des pays africains membres de l'Union africaine (UA), a été l'occasion pour le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, de plaider en faveur de la paix et la sécurité en Afrique.

Lors de la présentation du Rapport sur la paix et la sécurité, Ali Bongo Ondimba a fait une longue plaidoirie sur ce thème en appelant ses pairs du continent à renforcer les mécanismes qui constitueraient une digue solide face à la montée de l'instabilité. Laquelle menace encore et présentement la sécurité de nombreux États. Aussi a-t-il abordé les diverses actions menées par le Gabon dans la recherche de solutions visant à instaurer la paix sur des crises ou conflits, durant sa présidence du Conseil de sécurité de l'Onu, en octobre 2022.



Le chef de l'Etat à l'ouverture du 36e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA.

À l'ordre du jour des travaux de ce sommet aussi, l'accélération de la mise en place de la Zone de libre-échange continentale (Zlecaf). D'entrée, Moussa Faki, le président de la Commission de l'UA, a tenu à rappeler le thème de cette année : "Accé-

lérer la mise en place de la Zlecaf". La zone de libre-échange en Afrique qui peine à prendre forme jusqu'ici. En ce sens, il n'a pas hésité à tenir un langage franc et direct en fustigeant "le manque de volonté politique" affiché par les leaders africains,

depuis 60 ans, dans la concrétisation de projets visant au développement et à l'intégration de l'Afrique, avec comme conséquences "une désaffection des populations par rapport" à l'UA. En outre, hier matin, Ali Bongo Ondimba et ses homologues ont

choisi le président des Comores, Azali Assoumani, pour prendre le relais du Sénégalais Macky Sall à la présidence tournante de l'organisation. Laquelle "vient de prouver au monde sa conviction que tous les pays ont les mêmes droits", s'est félicité le nouveau président de l'UA. Tout en plaidant pour "une annulation totale de la dette africaine pour permettre une relance de l'économie post-Covid et nous permettre de faire face aux impacts négatifs de la crise en Ukraine."

La situation politique dans certains pays n'était pas en reste. Notamment la Guinée-Conakry, le Burkina Faso et le Mali, en réaction aux coups d'État survenus dans ces trois pays et qui se sont traduits par des bouleversements au sommet de l'État. Sans langue de bois, Moussa Faki Mahamat, a remis en cause l'efficacité de cette mesure pour lutter efficacement contre les changements de pouvoir anticonstitutionnels. Critiquant l'inefficacité des sanctions contre ces pays. "À l'évidence, ces sanctions ne semblent pas produire les résultats escomptés. Bien au contraire, elles suscitent la défiance des États concernés et paraissent sanctionner davantage les populations et impacter négativement les économies des pays visés". D'où il a proposé "de réexaminer les systèmes de résistance aux changements non constitutionnels pour les rendre plus efficaces contre le mal et plus soucieux des conditions économiques et sociales des populations."

À noter que le sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays membres de l'Union africaine (UA) qui a pris fin hier en présence du secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, et d'autres dirigeants de la planète, a permis au président de la République, Ali Bongo Ondimba, d'avoir de nombreux échanges bilatéraux (lire ci-contre).

Contrepoint

Mise en lumière diplomatique

J.O.
Libreville/Gabon

En marge des retrouvailles continentales de la capitale éthiopienne, le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, a présidé la réunion des A3, constituée des trois pays africains membres non-permanents du Conseil de sécurité des Nations unies.

Étaient présents, Nana Akufo-Addo du Ghana et Felipe Nyusi du Mozambique. Il a été question, entre autres, de faire le point des activités de ces trois États au sein de cette instance onusienne. Notamment les conséquences de la guerre en Ukraine dans le monde et sur-



tout en Afrique. La recherche de positions communes africaines sur les questions brûlantes de l'heure aura certainement été au cœur de ces échanges. En outre, les trois chefs d'État ont convenu de se concerter régulièrement sur toutes questions relatives aux

crises, conflits ou autres dossiers relatifs au continent africain, afin de trouver des solutions endogènes.

Addis Abeba a également été l'occasion pour le numéro un gabonais d'inviter ses pairs à prendre part à la première édi-

tion du "One Forest Summit" prévue à Libreville du 1er au 2 mars prochain. En présence de nombreux dirigeants et personnalités, à l'instar du président français, Emmanuel Macron. Ce sommet mondial devra porter sur les questions climatiques précisément sur le réchauffement, la préservation et la protection du bassin du Congo, le conflit homme-faune, etc. Pendant deux jours, la capitale gabonaise sera au cœur des discussions sur l'avenir de la planète.

À noter qu'à son arrivée vendredi dernier, à Addis Abeba, le président Ali Bongo Ondimba s'est entretenu avec son homologue de la Sierra Leone, Julius Maada Bio.